

CONSEIL MUNICIPAL DU 16 DÉCEMBRE 2019 COMPTE-RENDU SUCCINCT

Affiché en mairie le 18 décembre 2019

L'an deux mille dix neuf, le seize décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - Mme Christine BUCHALET - M. Jean VIGREUX - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD
M. Jean-François BUIGUES donne pouvoir à M. Patrick AUDARD
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT
Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

Désignation du secrétaire de séance dans l'ordre du tableau : Mme Brigitte POPARD.

Mme Brigitte POPARD procède à l'appel.

Report de l'adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 25 novembre 2019 à la prochaine assemblée délibérante (3 février 2020).

SOLIDARITE

1 - SOLIDARITÉ EN FAVEUR DES SINISTRÉS DE LA COMMUNE DU TEIL EN ARDÈCHE

Le 11 novembre 2019, le Sud Est de la France a été frappé par un séisme de magnitude 5,4 sur l'échelle de Richter, dont l'épicentre du tremblement de terre se situait sur la commune du Teil en Ardèche.

Dans cette commune de 8 500 habitants, les dégâts sont importants. De nombreux édifices publics sont détruits (écoles, espace culturel, églises, centre socioculturel, voiries, une partie de l'hôtel de ville...) et 895 habitations ont été dégradées ou détruites.

L'État et le Conseil départemental de l'Ardèche ont d'ores et déjà promis une aide d'urgence à ladite commune.

Malgré les moyens importants mis en œuvre, il reste beaucoup à faire, tant sur le plan économique que sur le plan humain, pour aider la population sinistrée à surmonter cette épreuve et la commune du Teil à reconstruire ses édifices.

Monsieur le Maire de la commune du Teil, Olivier PÉVÉRELLI, a lancé un appel à toutes les communes et intercommunalités de France.

La Ville de Chenôve a donc décidé de se joindre au mouvement de solidarité qui s'exprime dans toute la France, notamment par l'intermédiaire des collectivités locales.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'attribuer une aide exceptionnelle de 1 000 € à la commune du Teil en Ardèche suite au tremblement de terre survenu le 11 novembre 2019,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

2 - LE CŒUR DIJONNAIS – INSTALLATION D'UNE ÉPICERIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

L'association le Cœur Dijonnais propose un service d'épicerie sociale et solidaire qui permet aux foyers qui rencontrent des difficultés financières de subvenir à leur besoins alimentaires. Cette épicerie est actuellement implantée sur la ville de Dijon.

L'association souhaite développer son action en s'implantant également sur Chenôve pour permettre aux Cheneveliers en situation de précarité ou ayant rencontré des problèmes financiers passagers ou de longue durée, de pouvoir s'alimenter correctement pendant une période d'orientation faite par un travailleur social. L'objectif est aussi de favoriser l'autonomie dans les courses, la gestion du budget, en proposant des ateliers et des événements qui favorisent le lien social.

L'implantation d'une épicerie sociale et solidaire sur le territoire de Chenôve, en complément de l'offre du Secours Populaire et des Restos du Cœur, permettrait de faciliter l'accès à ce type de structure pour nos habitants les plus fragilisés qui sont aujourd'hui pour beaucoup dans l'obligation de se rendre sur Dijon.

L'épicerie sociale ouvrirait ses portes courant janvier 2020, au 37 avenue du 14 juillet, sur une surface de 386 m² en lieu et place de l'ancienne animalerie. Des travaux d'aménagement et de rénovation sont à prévoir.

Afin de soutenir ce projet d'implantation sur le territoire, il est proposé au Conseil municipal d'autoriser la Ville à verser une subvention exceptionnelle de 2 000 € à l'association. Par ailleurs, le Conseil d'administration du CCAS de Chenôve du 17 décembre 2019 est également amené à délibérer sur l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 6 000 €.

Par la suite, une convention de partenariat, d'objectifs et de moyens sera rédigée et permettra de fixer les modalités de coopération et d'engagements réciproques.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 2 000 € à l'association le Cœur Dijonnais, pour l'implantation d'un service d'épicerie sociale et solidaire sur la commune de Chenôve,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

26 POUR

3 ABSTENTIONS :

Mme M'PIAYI - M. MICHEL - M. FOUAD

COHESION SOCIALE ET URBAINE

3 - POLITIQUE DE LA VILLE – CONTRAT DE VILLE : PROTOCOLE D'ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES ET RENFORCÉS 2019-2022 : AUTORISATION DE SIGNATURE

En 2015, les partenaires du contrat de ville se sont fixés, jusqu'en 2020, des objectifs ambitieux d'intervention pour les cinq quartiers qui ont été retenus au titre de la géographie prioritaire :

- le Mail à Chenôve,
- les Grésilles et Fontaine d'Ouche à Dijon,
- le Bief du Moulin à Longvic,
- le Belvédère à Talant.

Et les deux quartiers qui ont été classés en veille active, à savoir :

- Guynemer à Longvic,
- le Centre-ville à Quetigny.

Le contrat de ville signé le 6 juillet 2015 s'inscrit dans le cadre fixé par la Loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Il se fonde sur une intervention globale en faveur des habitants en renforçant les interventions dans les domaines de la cohésion sociale, le cadre de vie et le renouvellement urbain, l'emploi, le développement économique et la formation.

La loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 a prolongé les contrats de ville 2015-2020 jusqu'au 31 décembre 2022, entraînant de fait :

- un maintien des périmètres jusqu'à cette date,
- un maintien des mesures fiscales accordées spécifiquement aux QPV,
- une réaffirmation des engagements de l'État.

En complément, pour lancer une nouvelle impulsion à la « Politique de la ville », une circulaire du Premier ministre du 22 janvier 2019 a défini le cadre de la déclinaison des mesures de la feuille de route de la « mobilisation nationale pour les habitants des quartiers » annoncée lors du conseil des ministres du 18 juillet 2018. Elle exposait la nécessité d'engager la révision des contrats de ville via l'élaboration d'un protocole d'engagements renforcés et réciproques, inscrit dans la suite logique du Pacte de Dijon.

Les priorités fixées par l'État portaient sur l'éducation et la jeunesse et s'articulaient autour de 3 grands objectifs :

- garantir les mêmes droits aux habitants : sécurité, mixité sociale, logement cadre de vie, solidarité, mobilité ;
- favoriser l'émancipation : éducation et petite enfance, emploi et insertion professionnelle ;
- « faire République » : prévention des discriminations, prévention de la radicalisation, solidarité territoriale, soutien aux acteurs de terrain, engagement sur les formations valeurs de la République et laïcité, culture, égalité Femmes-Hommes.

L'objectif n'était pas d'élaborer un nouveau « contrat de ville », mais de poursuivre jusqu'en 2022 les orientations définies dans le contrat actuel, de réaffirmer les priorités de chacun, de prendre en compte les nouvelles orientations de l'État, ou d'autres financeurs, pour les décliner en engagements concrets ou en pistes à travailler collectivement.

À partir des préconisations issues du bilan à mi-parcours 2015-2017 du contrat de ville validées par le conseil métropolitain du 27 juin 2019, Dijon Métropole et l'État ont engagé une concertation avec l'ensemble des partenaires afin d'identifier les axes à intégrer au protocole.

Le protocole a reçu un avis favorable du comité de pilotage du contrat de ville le 15 novembre 2019. Il fixe les orientations à poursuivre en direction des quartiers prioritaires et de veille dans la continuité des engagements pris pour la période 2015-2020, au travers du contrat de ville.

Il a vocation à asseoir la dynamique partenariale engagée et prolonge ledit contrat jusqu'au 31 décembre 2022.

Il précise les engagements de l'État, de Dijon Métropole et des communes concernées, de la Région Bourgogne-Franche-Comté et des autres partenaires en vue d'atteindre les objectifs fixés.

Au travers du protocole d'engagements renforcés et réciproques 2019-2022, Dijon Métropole s'engage :

- à renforcer la gouvernance métropolitaine en associant mieux les conseils citoyens (annexe 1 du Protocole) ;
- à décliner 10 fiches actions (annexe 2 du Protocole) qui visent à poursuivre le travail déjà engagé sur la période 2015/2018 du contrat de ville ;
- à préfigurer, à partir d'une méthodologie d'observation / suivi / évaluation revisitée du contrat de ville, la stratégie territoriale en terme de Politique de la ville après 2022.

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 3 décembre 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 4 décembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver le Protocole d'engagements renforcés et réciproques 2019-2022 et ses annexes,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

4 - PROJET GÉNÉRATEUR BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ (G.B.F.C.) – BOUQUET DE SERVICES DÉDIÉS À L'EMPLOI ET À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE PROXIMITÉ : ADHÉSION À L'ASSOCIATION DE PRÉFIGURATION

Le projet Générateur Bourgogne-Franche-Comté (G.B.F.C.) est une démarche qui part des besoins non couverts sur le territoire et des ressources à valoriser. Son objectif est d'accompagner les dynamiques territoriales pour générer de l'activité économique et de créer/consolider de l'emploi.

À Chenôve, le Pôle d'Économie Solidaire 21 a rencontré les habitants et les acteurs locaux et a établi un diagnostic. Sur la base de ce diagnostic, il a été proposé de lancer le projet *Bouquet de services dédiés à l'emploi et à l'activité économique de proximité*. Ce dernier s'inscrit dans le cadre du pilier « développement de l'activité économique, l'emploi et l'accès à la formation » du contrat de ville 2015-2020 de Dijon Métropole et participe à la mise en œuvre de l'orientation stratégique qui vise à favoriser la création d'activités dans le quartier du Mail.

Il est donc proposé aujourd'hui de créer un espace de type tiers-lieu, bouquet de services innovants, destiné à :

- simplifier les démarches pour l'accès à l'emploi/activité des publics vulnérables et garantir une meilleure lisibilité de l'offre de services proposés sur le territoire,
- créer une dynamique d'innovation sociale et favoriser l'entrepreneuriat local,
- développer des offres de services adaptées à l'évolution de la population et aux besoins locaux,
- créer un lieu qui valorise le quartier, le lieu de vie des habitants.

Ce tiers-lieu devrait prendre place dans le bâtiment Dionysos, propriété d'ORVITIS.

Pour poursuivre la création de ce tiers-lieu et structurer le projet, il y a nécessité de formaliser avec les partenaires du groupe de travail (composé de quatre collèges : bénévoles, habitants et usagers / acteurs associatifs / partenaires publics et institutionnels / entreprises) leur accord pour adhérer à une association de préfiguration, intitulée provisoirement « Un Mail pour un bien », qui :

- mobilisera un réseau d'acteurs locaux au service de ce projet d'intérêt général,
- formalisera et testera une série de services à la population de Chenôve et de la Métropole,
- jouera un rôle de couveuse permettant la maturation du projet,
- participera à la recherche de subventions,
- répondra à l'Appel à Manifestation d'Intérêt (A.M.I.) lancé par l'État.

L'association disparaîtra une fois le statut de la structure porteuse définitivement adopté.

Vu le projet de statuts de l'association de préfiguration joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 4 décembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adhérer à l'association de préfiguration « Un Mail pour un bien » dans le cadre du projet de tiers-lieu Générateur Bourgogne-Franche-Comté (G.B.F.C.),

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

5 - POLITIQUE DE LA VILLE – CONTRAT LOCAL DE SANTÉ 2016-2018 : AVENANT N° 2 DE PROROGATION

Le Contrat Local de Santé (CLS), instauré par la loi « Hôpital, patients, santé et territoires » de 2009 et conforté par la loi de Modernisation de notre système de santé de 2016 est un outil territorial de coordination de l'action publique au service de l'amélioration de l'état de santé des populations et de la réduction des inégalités de santé.

Par délibération n° 17 du 21 mars 2016, la Ville a approuvé le CLS 2016-2018 conclu entre la Métropole, les communes de Chenôve, Dijon, Longvic, Quetigny et Talant, l'Agence Régionale de Santé Bourgogne Franche-Comté, la Préfecture, le Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté et le Conseil départemental de Côte-d'Or.

Par délibération n° DEL_2019_032 du 8 avril 2019, ce contrat a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2019 par la signature d'un avenant n°1, afin d'engager une réflexion pour définir les contours du prochain CLS.

Toutefois, les évolutions contextuelles proposées par l'Agence Régionale de Santé dans cadre des CLS "nouvelle génération", notamment sur l'axe prévention / promotion de la santé, nécessitent une période de concertation plus longue que celle prévue par l'avenant n° 1.

Il est donc proposé de prolonger de nouveau la durée du Contrat Local de Santé de Dijon métropole 2016-2018, par la conclusion d'un avenant n° 2 pour une durée de 18 mois.

Ce temps supplémentaire permettra de définir une stratégie collective sur l'enjeu de la santé à l'échelle de la Métropole.

Les signataires s'accordent ainsi pour proroger les engagements pris dans le contrat initial, jusqu' au 30 juin 2021.

Vu le projet d'avenant joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 3 décembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 2 de prorogation du Contrat Local de Santé aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

6 - DÉVELOPPEMENT DURABLE – RENOUELEMENT DE LA CONVENTION AVEC LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'INTÉRÊT COLLECTIF (SCIC) AUTOPARTAGE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AUTOPARTAGE À CHENÔVE

Il est rappelé que, par délibération n° DEL_2018_082 du 24 septembre 2018, le Conseil municipal a approuvé la mise en service à titre expérimental d'un véhicule en autopartage sur un emplacement de parking de la Place Pierre Meunier à proximité du pôle multi-modal "Chenôve Centre".

La convention signée en 2018 entre la ville de Chenôve et la SCIC Autopartage Bourgogne-Franche-Comté prévoyait notamment que :

- afin de permettre la consolidation du service d'autopartage, la SCIC Autopartage Bourgogne-Franche-Comté était exonérée du paiement de la redevance pour occupation du domaine public,
- en contrepartie de sa participation financière à hauteur de 6 000 € TTC, la collectivité bénéficiait, pour ses besoins propres, d'un crédit d'utilisation du service d'autopartage correspondant à environ 80 h et 700 km mensuels pendant 12 mois.

Du 21 décembre 2018, date de mise en service, au 30 octobre 2019, le véhicule en autopartage a été réservé 173 fois, dont 71 fois par la ville de Chenôve. Après 10 mois de fonctionnement, on décompte 33 utilisateurs dont 13 professionnels et 20 particuliers. Le bilan de cette première année d'expérimentation est encourageant en comparaison des chiffres constatés sur d'autres stations de l'agglomération dijonnaise.

Compte tenu de ces éléments et de l'enjeu que représente le développement d'alternatives à l'usage de la voiture individuelle participant à l'essor des mobilités partagées, il est proposé de renouveler pour une période d'un an la convention avec la SCIC Autopartage Bourgogne-Franche-Comté aux mêmes conditions que définies dans le projet de convention joint à la présente délibération.

Vu le projet de convention joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 3 décembre 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 4 décembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention entre la SCIC Autopartage Bourgogne-Franche-Comté et la ville de Chenôve, conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

7 - PLATEAU DU SUD DIJONNAIS – INSCRIPTION DE LA ZONE DE PRATIQUE DE COURSE D'ORIENTATION AU PLAN DÉPARTEMENTAL DES ESPACES, SITES ET ITINÉRAIRES

Le Syndicat intercommunal de sauvegarde et de mise en valeur du Plateau du Sud Dijonnais (SIPLASUD) porte un projet de création d'un parcours d'orientation sur le Plateau du Sud Dijonnais en collaboration avec l'Association de Découverte et d'Orientation de Chenôve (ADOC), le collège du Chapitre à Chenôve, et le Conseil départemental de Côte-d'Or.

Prenant en compte les enjeux de protection et de mise en valeur définis dans le plan de gestion du Plateau, la zone de pratique de la course d'orientation, d'une superficie d'environ 188 hectares, couvre les communes de Chenôve et de Marsannay-la-Côte.

Le parcours (cf. annexe 1) est constitué :

- de 10 balises de course d'orientation implantées à Chenôve au bord des chemins existants. Ces balises seront associées à une signalétique, dont le contenu pédagogique est construit avec des classes de collégiens, permettant au public de se renseigner sur les spécificités du Plateau (aspects historiques, biodiversité, modes d'entretien, etc.),
- de 20 balises, dont 14 installées à Chenôve, destinées à une approche plus sportive. Fixées à la végétation existante, ces balises semi-permanentes pourront être déplacées pour limiter leur impact ou renouveler le parcours.

Au-delà de la pratique sportive, ce parcours permettra de mettre en valeur le Plateau du Sud Dijonnais en offrant au public ainsi qu'aux élèves des collèges et des groupes scolaires du territoire un outil pédagogique de sensibilisation à la protection de l'environnement.

Le SIPLASUD envisage l'inscription de ce parcours de course d'orientation au Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires (PDESI) afin de promouvoir le site, de qualifier les aménagements qui lui sont liés et de solliciter la participation du Conseil départemental.

Dans ce contexte, le SIPLASUD doit préalablement solliciter l'accord des communes de Chenôve et de Marsannay-la-Côte pour :

- autoriser la pratique de la course d'orientation sur leur territoire (cf. annexe 2 : Liste des parcelles communales de la ville de Chenôve situées dans la zone de pratique) et la réalisation des aménagements correspondants,
- l'inscription de la zone de pratique de course d'orientation au PDESI.

Vu la loi n°2004-1343 du 9 décembre 2004 et l'article L. 311-3 du Code du Sport qui régit le PDESI,

Vu la délibération du Conseil général en date du 4 juin 2010 instituant le PDESI de la Côte-d'Or,

Vu la carte de la zone de pratique et la liste des parcelles communales de la ville de Chenôve situées dans cette zone (jointes en annexes),

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 3 décembre 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 4 décembre 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 5 décembre

2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser la pratique de la course d'orientation sur les chemins et terrains relevant de son autorité et désignés en pièce jointe,

ARTICLE 2 : De s'engager à entretenir ou faire entretenir les chemins et abords où seront installées les balises,

ARTICLE 3 : D'émettre un avis favorable pour l'inscription au Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires (PDESI) de la zone de pratique de la course d'orientation,

ARTICLE 4 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

AMENAGEMENT

8 - CONVENTION AVEC LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL AUTORISANT LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE VÉLO-ROUTE SUR LE DOMAINE COMMUNAL

Dans le cadre de sa politique cyclable adoptée en 2003 et complétée en 2017, le Conseil départemental de la Côte-d'Or s'est engagé à aménager un réseau de plus de 675 km de véloroutes et voies vertes sur l'ensemble du département, avec près de 320 km déjà ouverts au public.

Suite au classement des Climats du Vignoble de Bourgogne au Patrimoine Mondial de l'UNESCO, le Département s'est engagé dans la création d'une vélo-route touristique reliant Beaune à Dijon, avec une limite d'intervention Sud située au droit des Pressoirs des Ducs de Bourgogne.

Cette vélo-route traversera la commune de Chenôve à partir du chemin rural n° 7 dit du Bas du Clos du Roy, sur une longueur de 630 mètres linéaires, délimitée au Sud par la limite de la Commune avec Marsannay-la-Côte et au Nord par la rue Pierre Curie.

Les travaux de rénovation générale du chemin, complétés par une signalétique spécifique, vont être réalisés par les services du Conseil départemental de la Côte-d'Or.

Ces derniers, à la demande de la commune, vont mettre en place une réglementation prenant en compte le patrimoine viticole local, avec des dispositions particulières liées aux activités sur le vignoble, comme par exemple la fermeture de la vélo-route chaque année au moment des vendanges.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer une convention avec le Président du Conseil départemental pour réglementer la réalisation de ces travaux sur un champ de compétence communale.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 4 décembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention permettant au Conseil Départemental d'effectuer les travaux cité ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

26 POUR

3 CONTRE :

Mme M'PIAYI - M. MICHEL - M. FOUAD

9 - ADHÉSION AU CONSEIL NATIONAL DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS

Le Conseil National des Villes et Villages Fleuris est une association Loi 1901 qui œuvre en faveur de l'amélioration du cadre de vie des communes. Il participe à la promotion de l'image et à l'attractivité des villes et villages labellisés. Il a pour mission d'être le garant du label et de son organisation, de le coordonner au niveau national, d'assurer son développement et sa promotion. Il accompagne également les communes dans la valorisation de leur territoire et de leur identité paysagère et anime le réseau « Villes et Villages Fleuris ».

La ville de Chenôve participe tous les ans depuis 1989 au concours des villes et villages fleuris organisé par le Comité National pour le Fleurissement de la France (actuel Conseil National des Villes et Villages Fleuris) ; Chenôve fait partie de la 4e catégorie, commune dont la population est comprise entre 5 001 et 20 000 habitants.

Par trois fois, la ville de Chenôve s'est vue attribuer une récompense pour la qualité de son fleurissement :

- en 1994 : 1re fleur
- en 1996 : 2e fleur
- en 2000 : 3e fleur.

Il est proposé au Conseil municipal d'adhérer au Conseil National des Villes et Villages Fleuris (le coût annuel au titre de 2019 s'élevant à 350 €) afin de concilier la qualité du cadre de vie avec les exigences d'une gestion différenciée des espaces paysagers prenant en compte une politique volontariste en matière de développement durable.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 4 décembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adhérer au Conseil National des Villes et Villages Fleuris pour l'exercice 2019 et d'inscrire au budget de la commune chaque année le montant de la cotisation,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

CULTURE

10 - ACCÈS À LA CULTURE. AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'ÉTABLISSEMENT DE PLACEMENT ÉDUCATIF (E.P.E.) BOURGOGNE EST DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE (P.J.J.) ET LA VILLE DE CHENÔVE

La Protection Judiciaire de la Jeunesse (P.J.J.) est une sous-direction du ministère de la justice qui est chargée de l'ensemble des questions intéressant la justice des mineurs et de la concertation entre les institutions intervenant à ce titre. Elle a ainsi compétences entre autres, pour ce qui relève de ses établissements et services, d'assurer la prise en charge éducative des mineurs sous-main de justice et d'apporter une aide à la décision auprès des magistrats.

La P.J.J. assure la gestion de l'Établissement de Placement Educatif Bourgogne Est (E.P.E) L'E.P.E. Bourgogne Est constituée de deux unités éducatives :

- L'Unité Educative d'Hébergement Collectif (UEHC), située au 10-12, rue Nodot à Dijon
- L'Unité Educative d'Hébergement (UEHD), située au 1, avenue de Verdun à Chalon sur Saône.

L'E.P.E. accueil des mineurs et des jeunes majeurs sous mandat judiciaire dans le cadre d'un dispositif de placement intégré (DPI). Les modalités de placement des mineurs sont arrêtées par la direction de l'établissement après concertation avec les services de milieu ouvert et validation par le magistrat mandant. Au sein de l'UEHC la prise en charge éducative est assurée dans un cadre collectif en continue, sur les temps de journée et de nuit. Sur l'UEHD une présence éducative est assurée la semaine, en journée et en soirée. La prise en charge éducative assurée par les deux unités vise à définir un projet éducatif pour chaque mineur accueilli, autour de son insertion à la fois scolaire/professionnelle, sociale et citoyenne.

Pour ce faire, l'E.P.E. est amené à prendre appui sur les différents dispositifs spécifiques et de droit commun existants dans le champ de son action et sollicite la ville de Chenôve pour cultiver un partenariat culturel.

La Ville de Chenôve, qui accorde une place importante au développement de l'accès à la culture dans sa politique municipale, souhaite ouvrir les portes de ses équipements culturels au plus grand nombre. Elle s'engage donc, à travers cette convention de partenariat, à mettre en place un dispositif d'accueil particulier dans les établissements dont la Direction des Affaires Culturelles a la charge, conformément aux objectifs suivants. :

- Renforcer l'accès aux lieux et aux événements culturels de Chenôve,
- Favoriser la rencontre des œuvres et des artistes,
- Encourager les pratiques culturelles des habitants de Chenôve, particulièrement des plus précaires,
- Créer une dynamique valorisante et émancipatrice au bénéfice de populations éloignées de l'offre culturelle et en situation de précarité et d'exclusion ;

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 5 décembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser monsieur le Maire à signer une convention entre la P.J.J. et la Ville de Chenôve aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

11 - RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET L'ASSOCIATION TROPHÉE IMPRO CULTURE ET DIVERSITÉ POUR 2019-2020

La Fondation Culture & Diversité organise chaque année un championnat national de matchs d'improvisation théâtrale inter-collèges. L'ensemble des programmes de la fondation et de ses partenaires est mené en partenariat étroit avec le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Culture et de la Communication. Depuis 2006, près de 28 000 élèves, issus de plus de 200 établissements scolaires en France, ont participé à ces programmes. Il a été décidé de développer une action permettant cette pratique artistique dans les collèges. Pour ce faire, l'association « Trophée d'impro Culture et Diversité » a été créée.

Le Trophée d'Impro Culture & Diversité se déroule en quatre temps. Sont d'abord organisés, au sein des collèges, relevant principalement de l'éducation prioritaire et tout au long de l'année, des ateliers autour du match d'improvisation, dirigés par des comédiens / metteurs en scène en temps scolaire, périscolaire ou extrascolaire. Les élèves participent ensuite à des matchs d'improvisation théâtrale, dans leur collège puis dans leur ville, puis en région. Enfin, les quatre demi-finalistes viennent à Paris pour représenter leur ville lors de la finale du trophée, dans un grand théâtre parisien.

La ville de Chenôve participe pour la deuxième année scolaire à ce dispositif qui rencontre un grand succès auprès des collégiens, des enseignants et des partenaires institutionnels et associatifs.

La Ville pilote ce dispositif en lien avec la Maison des Jeunes et de la Culture (M.J.C.) de Chenôve, qui est la référente pour les collèges.

Il est donc proposé de renouveler cette convention de partenariat pour l'année scolaires 2019-2020 dans les mêmes conditions que la précédente édition.

Cette convention de partenariat précise les modalités d'accompagnement du référent scolaire, la prise en charge financière du trophée par la fondation à partir de la demi-finale.

Outre un appui administratif sur l'organisation des comités de pilotage, techniques, l'accompagnement et le suivi balisant le projet conformément au cahier des charges de la fondation, la commune de Chenôve met à disposition des moyens humains et logistiques afin d'organiser les différents temps de rencontres. Elle prendra également en charge la communication.

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 5 décembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat 2019-2020 avec l'association Trophée d'impro Culture et Diversité aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

FINANCES

12 - TARIFS 2020 DES SERVICES MUNICIPAUX

Par délibération n° DEL_2018_110A du 17 décembre 2018, le Conseil municipal a adopté les tarifs de l'ensemble des services municipaux relevant de sa compétence et pris acte de la communication des tarifs adoptés par décision de M. le Maire sur délégation de pouvoir du Conseil municipal, conformément à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Il est rappelé que les tarifs sont présentés dans deux annexes séparées permettant de distinguer :

- Les tarifs relevant de la compétence du conseil municipal et devant être soumis à son approbation (Annexe 1),
- Les tarifs (ou location, ou prix de cession) adoptés par décision de M. le Maire sur délégation de pouvoir de l'assemblée délibérante, celle-ci devant prendre acte de leur communication (Annexe 2).

Considérant le travail effectué sur les exercices précédents pour harmoniser les tarifs tout en conservant une stabilité des recettes entre exercices budgétaires, il est proposé de maintenir les tarifs 2020 à leur niveau de 2019.

Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° DEL_2018_110A du 17 décembre 2018,

Vu les documents joints en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 4 décembre 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 5 décembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter les tarifs de l'annexe n° 1 selon les principes développés dans le présent rapport,

ARTICLE 2 : De prendre acte de la communication des tarifs (ou locations ou prix de cession) de l'annexe n° 2 adoptés par décision de M. le Maire sur délégation de pouvoir du conseil municipal conformément à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

13 - AUTORISATION D'ENGAGER, LIQUIDER, MANDATER LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2020

Conformément à l'article 1612-1 du Code général des collectivités territoriales : « Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits. (...) Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus. »

Compte tenu du fait que l'adoption du budget primitif pour 2020 n'interviendra qu'après les élections municipales et l'installation du nouveau conseil municipal, et au regard des crédits investissement inscrits en 2019 (4 028 895 €), le volume maximum des dépenses pouvant être engagées s'élèverait à 1 007 223 €, il est donc proposé d'exécuter par anticipation le budget d'investissement à hauteur de 586 000 € se décomposant comme suit :

Opération	Montant	Imputation
Véhicule utilitaire (Pôle espace public)	22 000 €	21/2182
Matériel informatique (postes, serveur, ...)	30 000 €	21/2183
Logiciel RH	20 000 €	20/2051
Mobilier ergonomique	3 000 €	21/2184
5 défibrillateurs (nouvelle réglementation pour les ERP)	8 000 €	21/2188
Equipeement des crèches et des restaurants scolaires	4 000 €	21/2188
Plaine Herriot : seconde phase des travaux d'aménagement	100 000 €	23/2312
Ancienne emprise de la tour Renan : poursuite de l'opération « La Cabane »	40 000 €	23/2312
Maîtrise d'oeuvre travaux Hôtel de ville	60 000 €	23/2313
Maternelle Jules Ferry : rénovation énergétique (1ère tranche)	200 000 €	23/2313
Maison du Lien Social : aménagement DES locaux ALACEP « P'tit Bleu-P'tit Jaune »	35 000 €	23/2313
Accueil de loisirs du Plateau : remplacement chaudière	12 000 €	23/2313
Poursuite du mandat d'étude « Vergers du	52 000 €	23/237

sud »		
TOTAL	586 000 €	

Les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif 2020.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 4 décembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

26 POUR

3 ABSTENTIONS :

Mme M'PIAYI - M. MICHEL - M. FOUAD

14 - AVANCES SUR LES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2020

Pour permettre aux associations de poursuivre leurs activités dans l'attente du vote du budget 2020, il est demandé au Conseil d'autoriser le maire à procéder au versement d'une avance sur subventions aux associations selon les modalités suivantes :

- Pour les associations sous convention avec la ville, la quotité de l'avance correspond aux modalités contractuelles, soit 30 ou 50 % du montant attribué en 2019,
- Pour les autres associations bénéficiaires en 2019 d'une subvention de 1 000 € et plus, il est proposé de verser 50 % de la subvention 2019.

Il est ainsi proposé d'autoriser les avances de subventions aux associations comme suit :

NOM DE L'ASSOCIATION	MONTANT DE L'AVANCE
ACADEMIE D'ACCORDEON	500 €
ACC Athlétic Club Chenôve	10 263€
ADAVIP	1 000 €
ADOC Association Découverte & Orientation Chenôve	5 151 €
AGDM	19 250 €
ALACEP (P'tit Bleu-P'tit Jaune)	1 500 €
AMC Arts Martiaux Chenôve	4 188 €
AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE	500 €
AMIS DU LIEN SOCIAL	800 €
ASMC	975 €
ATAC Association Tir à l'Arc Chenôve	2 398 €
BCC Basket Club Chenôve	18 294 €
CIDFF	1 000 €
CMS Centre Médico Sportif	1 810 €
CN Chenôve Natation	16 419 €
COOL SWINGERS JAZZ	750 €
COLLECTIF CARNAVAL	2 150 €
COMITE DE JUMELAGE	2 600 €
CRC Chenôve Rugby Club	9 948 €

CSLC Cercle Sportif Laïque Chenôve	6 026 €
CTC Chenôve Triathlon Club	5 064 €
EBSC Entente Bouliste Sportive Chenôve	3 011 €
FIGURES 2 STYLE	16 333 €
HBCC Handball Club Chenôve	3 405 €
IC Indépendante Chenôve	9 093 €
LCC Lutte Club Chenôve	6 566 €
MJC de Chenôve	69 700 €
MMC Musique municipale de Chenôve	13 780 €
MOBY DICK CLUB CHENOVE	3 977 €
OMC Office Municipal de la Culture	1 750 €
OMS Office Municipal Sports	14 276 €
PIONNIERS DE FRANCE	2 500 €
PIROUETTE CACAHUETE	20 000 €
SOLIDARITE FEMMES	750 €
TCC Tennis Club Chenôve	3 229 €
TRES D'UNION	1 800 €
VCC Volley Club Chenôve	6 373 €
WISLA-KRAKOWIAK - Association Franco-Polonaise	500 €
TOTAL	287 629 €

En outre, afin de couvrir les besoins de trésorerie du CCAS, il convient de prévoir une avance de 400 000 €.

Les crédits seront inscrits au budget primitif 2020.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 4 décembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à mandater les avances aux associations et au CCAS,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes

démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

28 POUR

1 CONTRE :

Mme M'PIAYI

RESSOURCES HUMAINES

15 - CRÉATIONS DE POSTE À TEMPS COMPLET ET NON COMPLET

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le tableau actuel des effectifs de la collectivité,

Considérant la nécessité de créer un poste à temps complet et d'en transformer un autre pour satisfaire aux besoins des services :

- Un poste de catégorie B d'animateur, à temps complet, qui assurera les fonctions d'animateur socio-éducatif à la base d'équitation de Ternant. Cet agent sera principalement chargé d'organiser et d'animer des activités équestres, d'encadrer des stages, des séjours itinérants et des journées d'animations, d'assurer une surveillance quotidienne des équidés, de réaliser des actes de maréchalerie et de dresser les chevaux.
Ce recrutement devra également permettre de respecter la réglementation relative au temps de travail et notamment celle sur les temps de repos, au sein de la base équestre de Ternant.
- Un poste de catégorie C d'adjoint technique, à temps non complet (20 heures hebdomadaires), transformé en un poste à temps complet (35 heures hebdomadaires). Lors de la déconstruction du centre commercial Saint-Exupéry, il avait été convenu que la Ville assure directement l'entretien et la surveillance du site en recrutant l'agent chargé de ces missions à raison de 20 heures hebdomadaires ; les charges versées au syndicat de copropriété étant réduites d'autant.
À ce jour, bien que la déconstruction soit terminée, il apparaît nécessaire de maintenir l'entretien et la sécurité de cet espace et de renforcer l'équipe propreté du service paysages et espaces publics.

À l'issue de la création de ces deux postes, le tableau des effectifs, tel qu'adopté lors du Conseil municipal du 23 septembre 2019, sera modifié.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 4 décembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver la création des deux postes décrits, ci-dessus, à savoir :

- un poste d'animateur (catégorie B) à temps complet,
- un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps complet,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

ADMINISTRATION GENERALE

16 - AVIS SUR LES AUTORISATIONS D'OUVERTURES DOMINICALES 2020 POUR LES COMMERCES DE DÉTAIL EMPLOYANT DES SALARIÉS

Les commerces de détail employant des salariés doivent respecter la règle du repos dominical. Cependant le code du travail donne compétence au maire pour déroger à cette règle sur la base de cinq dimanches, après l'avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressés et sous réserve des dispositions préfectorales concernant certains commerces.

La loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi « MACRON », a apporté des modifications à ce dispositif en portant à douze au lieu de cinq le nombre maximum de dimanches pour lesquels le repos hebdomadaire pourrait être supprimé.

Par ailleurs, elle prévoit de solliciter l'avis du Conseil municipal préalablement à la décision du maire, et ce avant le 31 décembre pour l'année suivante. Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre.

Depuis de nombreuses années, l'ensemble des communes de la métropole dijonnaise se concertent pour harmoniser les dates avec pour objectifs : la cohérence territoriale, la communication claire auprès du public et l'adéquation entre les enjeux économiques et les enjeux sociaux.

C'est dans ce cadre, au regard des demandes des établissements commerciaux, après organisation par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Côte-d'Or de la concertation des représentants des pôles commerciaux de Dijon Métropole, et en tenant compte de la consultation des organisations des partenaires sociaux d'employeurs de salariés que le conseil de Dijon Métropole s'est prononcé le 28 novembre 2019 sur les demandes de dérogations au repos dominical 2020, à savoir :

- S'agissant des commerces de détail, les 12 janvier, 28 juin, 13, 20 et 27 décembre 2020 qui correspondent à des hausses de consommation exceptionnelles nécessitant une organisation et une logistique en adéquation avec les demandes des usagers, aux premiers dimanches des soldes d'hiver et d'été, et aux dimanches de décembre des fêtes de fin d'année,
- S'agissant de la branche automobile, les 19 janvier, 15 mars, 14 juin, 13 septembre et 11 octobre 2020.

Vu les articles L.3132-26 et R.3132-21 du Code du Travail,

Vu l'avis du Conseil de Dijon Métropole du 28 novembre 2019,

Vu l'avis de la Commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 4 décembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'émettre, conformément à l'exposé ci-dessus, un avis favorable de dérogation au repos dominical :

- **de cinq dimanches pour les commerces de détail, à savoir les dimanches 12 janvier, 28 juin, 13, 20 et 27 décembre 2020,**

- de cinq dimanches pour la branche automobile, à savoir les dimanches 19 janvier, 15 mars, 14 juin, 13 septembre et 11 octobre 2020.

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

17 - DÉLÉGATIONS DE POUVOIR À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n°62 du Conseil municipal du 28 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,
Vu la délibération n°24 du Conseil municipal du 21 mars 2016 portant modification technique de la délibération n°62 du 28 septembre 2015,

Vu le tableau joint en annexe,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées dans le tableau ci-après annexé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

18 - MISE EN ŒUVRE DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE D'UN ÉLU

L'article L.2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose : « Le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions d'une protection organisée par la commune conformément aux règles fixées par le Code pénal, les lois spéciales et le présent code. La commune est tenue de protéger le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté. »

Il appartient au conseil municipal, compte tenu de l'ensemble des circonstances, d'une part de vérifier que les conditions légales énoncées à l'article L.2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales sont remplies, et d'autre part de déterminer les modalités permettant d'atteindre l'objectif de protection et de réparation.

Par un courrier en date du 10 décembre 2019, Monsieur Thierry FALCONNET, maire de Chenôve, a sollicité l'octroi de la protection fonctionnelle considérant l'outrage dont il a été victime suite aux faits de dénonciation calomnieuse de la part de Monsieur Dominique MICHEL.

Monsieur Thierry FALCONNET avait déposé plainte pour « dénonciation calomnieuse et diffamation non publique à élu municipal » le 22 janvier 2018 auprès des services de police (commissariat central Dijon Suquet).

L'enquête diligentée à la suite de cette plainte permettait d'identifier l'auteur des lettres anonymes comme étant Monsieur Dominique MICHEL, à l'époque 1^{er} adjoint au maire de Chenôve, lequel, entendu, reconnaissait le fait.

Monsieur Thierry FALCONNET a ensuite été destinataire d'un avis de classement à victime en date du 1^{er} juillet 2019. Le 10 décembre 2019, Monsieur Thierry FALCONNET a déposé plainte et s'est constitué partie civile, auprès du Tribunal de grande instance de Dijon, à l'encontre de Monsieur Dominique MICHEL, du chef de dénonciation calomnieuse.

Au regard des circonstances exposées, il est donc proposé d'accorder la protection fonctionnelle à Monsieur Thierry FALCONNET.

Ainsi, la Ville prendrait en charge les frais de procédure dûment justifiés (honoraires d'avocat notamment).

Il convient de rappeler que la prise en charge des frais de procédure dans le cadre de la protection fonctionnelle se fera après vérification que les montants facturés ou déjà réglés ne sont pas manifestement excessifs, notamment au regard des pratiques tarifaires habituelles dans la profession et de la nature des prestations accomplies (limitées aux faits décrits dans la demande de protection fonctionnelle).

Dans un souci de bonne gestion des deniers publics, l'élu sera informé des barèmes de prise en charge de l'assureur protection juridique de la Ville et invité à choisir un conseil qui s'inscrive, dans la mesure du possible, dans ces barèmes.

Vu l'article L.2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'accorder le bénéfice de la protection fonctionnelle à Monsieur Thierry FALCONNET, Maire, pour notamment couvrir les frais de procédure conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

25 POUR

3 CONTRE :

Mme M'PIAYI - M. MICHEL - M. FOUAD

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. FALCONNET

La séance est levée à 21 h 09.



Thierry Falconnet
Thierry FALCONNET